

**Lénine**

## **La neutralité des syndicats**

---

L'article de Lénine « La neutralité des syndicats », publié dans le *Prolétari*, fut repris avec des coupures peu importantes dans le recueil *O Vétaniakh Vréméni* [l'Esprit du temps] (Saint-Pétersbourg, 1908, éd. « Tvortchestvo » [La Création]). Dans ce recueil l'article était signé: V. Iline.

Première publication : *Prolétari* n°22. 3 mars/19 février 1908. Conforme au texte du journal.

Source : *Œuvres complètes, T. XIII, juin 1907-avril 1908.*

---

Dans le dernier numéro du *Prolétari* nous reproduisons la résolution du Comité central de notre parti sur les syndicats<sup>1</sup>. *Nach Vek*, faisant part de cette résolution à ses lecteurs, ajoutait qu'elle avait été adoptée à l'unanimité au Comité central, étant donné que les mencheviks avaient voté en sa faveur en raison des concessions qui y étaient faites par rapport au projet bolchevique initial. Si cette nouvelle est exacte (le défunt journal *Nach Vek*<sup>2</sup> était toujours remarquablement bien informé sur tout ce qui concerne le menchevisme), il ne nous reste plus qu'à saluer de tout notre cœur le grand pas fait dans le sens d'un regroupement des efforts des social-démocrates dans un domaine aussi important que celui des syndicats. Les concessions dont parle *Nach Vek* sont absolument insignifiantes et ne portent nullement atteinte aux principes fondamentaux du projet bolchevique (qui est publié, disons-le en passant, dans le n°17 du *Prolétari* en date du 20 octobre 1907, de pair avec un vaste article explicatif « Les syndicats et le parti social-démocrate »).

L'ensemble de notre parti, a, par conséquent, reconnu à présent que le travail dans les syndicats ne devait pas être mené dans l'esprit de la neutralité, mais dans celui de l'établissement de liens toujours plus étroits entre les syndicats et le parti social-démocrate. Il a reconnu également que le rattachement des syndicats doit être réalisé exclusivement par le travail des social-démocrates à l'intérieur des syndicats, que les social-démocrates doivent constituer des sections unies dans les syndicats et créer des organisations clandestines dans la mesure où il ne peut y avoir de syndicats légaux.

Il est certain que Stuttgart a considérablement influé sur ce rapprochement des deux fractions de notre parti sur la question du caractère du travail dans les syndicats. La résolution du congrès de Stuttgart, comme l'a fait remarquer Kautsky dans son compte rendu aux ouvriers de Leipzig, met fin à la reconnaissance de principe de la neutralité. L'intensité du développement des contradictions de classe, leur aggravation dans tous les pays au cours de la dernière période, la longue expérience de l'Allemagne (où la politique de neutralité a renforcé l'opportunisme dans les syndicats sans faire nullement obstacle à l'apparition de syndicats chrétiens et libéraux séparés), l'extension de la lutte des prolétaires dans un domaine qui exige une action conjointe et unanime des syndicats et du parti politique (la grève de masse et l'insurrection armée dans la révolution russe en tant que préfiguration des formes probables de la révolution prolétarienne en Occident), tout ceci a achevé de retirer tout fondement à la théorie de la neutralité.

Au sein des partis prolétariens la question de la neutralité ne risque plus de soulever de controverses particulières. Mais il en est autrement au sein des partis non prolétariens quasi-socialistes dans le genre de nos socialistes-révolutionnaires, lesquels constituent en fait l'extrême-gauche du parti révolutionnaire bourgeois des intellectuels et des paysans d'avant-garde.

Il est des plus significatif qu'après Stuttgart seuls les socialistes-révolutionnaires et

Plékhanov se soient prononcés en faveur de l'idée de neutralité. Et ce d'une façon assez peu réussie.

Dans le dernier numéro de *Znamia Trouda* (n°8, décembre 1907), organe central du parti des socialistes-révolutionnaires, nous trouvons deux articles consacrés à la question du mouvement syndical. Les socialistes-révolutionnaires s'y essaient surtout à faire des gorges chaudes à propos de la déclaration du journal social-démocrate *Vpériod*<sup>3</sup>, selon laquelle la résolution de Stuttgart réglait la question de l'attitude du parti à l'égard des syndicats précisément dans le sens indiqué par la résolution de Londres, à savoir dans l'esprit du bolchevisme. À ceci nous dirons que les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes citent dans le même numéro de *Znamia Trouda* des faits qui prouvent indubitablement la justesse de cette appréciation.

« C'est à cette époque, écrit *Znamia Trouda* en parlant de l'automne 1905 – et c'est là un fait caractéristique –, que remonte la première entrevue en tête à tête des trois fractions socialistes russes : les social-démocrates mencheviques, les social-démocrates bolcheviques et les socialistes-révolutionnaires, qui procédèrent à un échange de vues sur le mouvement syndical. Le bureau de Moscou, à qui avait été confié le soin de désigner dans son sein un bureau central pour la convocation du congrès (des syndicats), organisa un grand meeting des ouvriers syndiqués au théâtre Olympia\*. Les mencheviks y intervinrent pour délimiter d'une manière classiquement marxiste et strictement orthodoxe les objectifs du parti et du syndicat. « Le parti social-démocrate a pour tâche d'instaurer un régime socialiste détruisant les rapports capitalistes ; les syndicats ont pour tâche d'améliorer les conditions de travail dans les limites du régime capitaliste, afin d'arracher dans l'intérêt du travail des conditions avantageuses de vente de la force du travail » ; d'où la conclusion : non-rattachement des syndicats et regroupement en leur sein « de tous les ouvriers d'une profession donnée »†.

Les bolcheviks opposèrent leurs arguments pour montrer que l'on ne pouvait à l'heure actuelle procéder à un partage rigoureux entre le politique et le professionnel, et ils en sont arrivés à la conclusion que « l'on doit établir un lien étroit entre le parti social-démocrate et le syndicat, le premier devant guider le second ». Enfin les socialistes-révolutionnaires réclamaient un strict non-rattachement des syndicats pour éviter une scission du prolétariat, repoussant cependant toute limitation des tâches et des activités des syndicats dans une sphère étroite, et formulant cette tâche comme une lutte générale contre le capital, lutte par conséquent aussi bien politique qu'économique ».

C'est ainsi que le journal *Znamia Trouda* lui-même décrit les faits ! Et seul un aveugle ou un être tout à fait incapable de penser peut nier que, de ces trois points de vue, c'est celui qui parle du rapprochement entre le parti social-démocrate et les syndicats qui se voit « confirmé par la résolution de Stuttgart, laquelle recommande l'établissement de liens étroits entre le parti et les syndicats‡ ».

---

\* À ce meeting assistèrent environ quinze cents personnes. Voir le compte-rendu dans le « Bulletin du Musée de l'assistance au travail » n°2, en date du 26 novembre 1905 (citation du *Znamia Trouda*).

† Il faut dire que MM. les mencheviks comprenaient ce « non- rattachement » d'une façon assez arbitraire, ainsi, leur rapporteur illustrait ses conceptions de la manière suivante : « La solution juste de la question est fournie par le syndicat des typographes de Moscou qui propose aux camarades, chacun pris à part, d'entrer dans les rangs du parti social-démocrate ». (Note du *Znamia Trouda*.)

‡ Les mencheviks exposaient en novembre 1905 non point des conceptions « orthodoxes », mais vulgaires, à propos de la neutralité. Que messieurs les socialistes-révolutionnaires s'en souviennent !

Afin d'embrouiller cette question pourtant des plus simples, les socialistes-révolutionnaires ont confondu de la façon la plus comique l'indépendance des syndicats dans la lutte économique avec leur non-rattachement au parti. « Le congrès de Stuttgart, écrivent-ils, s'est affirmé avec netteté pour l'indépendance (le non-rattachement) des syndicats, c'est-à-dire qu'il a rejeté à la fois le point de vue des bolcheviks et celui des mencheviks. » C'est la conclusion qu'ils tirent de ces termes de la résolution de Stuttgart : « Chacune des deux organisations (parti et syndicat) a un domaine correspondant à sa nature, domaine dans lequel il doit agir de façon absolument indépendante. Mais de pair avec ceci il existe un domaine qui ne cesse de grandir », etc., comme cité ci-dessus. Il s'est donc trouvé des plaisantins pour confondre cette exigence d'« indépendance » des syndicats dans le « domaine correspondant à leur nature » avec la question du non-rattachement des syndicats ou de leur rapprochement avec le parti dans le domaine de la politique et des tâches de la révolution socialiste !

De la sorte nos socialistes-révolutionnaires ont totalement escamoté la question fondamentale de principe portant sur l'appréciation de la théorie de la « neutralité », laquelle sert en fait à accroître l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat. Au lieu de cette question de principe, ils ont préféré ne se placer que dans le contexte de la Russie, où il existe plusieurs partis socialistes, et ce faisant éclairer sous un jour *mensonger* ce qui s'est passé à Stuttgart. « Il n'y a pas à alléguer un manque de clarté de la résolution de Stuttgart, écrit *Znamia Trouda*, car M. Plékhanov a levé toute obscurité et toute incertitude dans l'intervention qu'il fit au congrès international en qualité de représentant officiel du parti, et jusqu'à présent nous ne possédons aucune déclaration émanant du Comité central social-démocrate, comme quoi « cette intervention du camarade Plékhanov désorganise les rangs d'un parti uni »...

Messieurs les socialistes-révolutionnaires ! Vous êtes naturellement en droit d'ironiser sur le fait que notre Comité central a rappelé Plékhanov à l'ordre. Vous êtes en droit de penser que l'on peut respecter, disons par exemple, un parti qui ne condamne pas officiellement les professions de foi cadettes de M. Guerchouni. Mais pourquoi dire ce qui n'est pas ? Plékhanov *n'était pas* à Stuttgart le représentant du parti social-démocrate, il n'était que l'un de ses 33 délégués. Et il ne représentait pas les conceptions du parti social-démocrate, mais celles de l'actuelle opposition menchevique au parti social-démocrate et à ses décisions de Londres. Les socialistes-révolutionnaires ne peuvent pas l'ignorer ; c'est donc là un mensonge *notoire*.

« Dans la commission qui examinait la question des rapports entre les syndicats et le parti politique, il (Plékhanov) s'exprima littéralement de la façon suivante : « Il y a en Russie onze organisations révolutionnaires ; à laquelle d'entre elles doivent donc se rattacher les syndicats ?... L'introduction dans les syndicats des divergences politiques serait nuisible en Russie. » Face à ceci, tous les membres de la commission déclarèrent unanimement que l'on ne pouvait interpréter de cette façon la résolution du congrès, qu'ils « n'obligeaient nullement les syndicats et leurs membres à adhérer au parti social-démocrate », c'est-à-dire qu'ils exigeaient, ainsi qu'il est dit dans la résolution, « leur totale indépendance » (les italiques sont de *Znamia Trouda*).

Vous confondez, Messieurs de *Znamia Trouda* ! En commission, c'est un camarade de Belgique qui demanda si l'on pouvait obliger les membres du syndicat à adhérer au parti social-démocrate, et tous lui répondirent qu'il ne pouvait en être question. Mais d'autre part Plékhanov proposa un amendement à la résolution : « et il convient de ne pas perdre de

vue l'unité de l'organisation syndicale », amendement qui fut adopté, mais pas à l'unanimité (le camarade Voïnov, porte-parole des conceptions du P.O.S.D.R., vota en faveur de l'amendement ce qui, à notre avis, était juste). Voilà comment les choses se sont passées.

Les social-démocrates ne doivent jamais perdre de vue l'unité de l'organisation syndicale. C'est parfaitement exact. Mais cela est valable également pour les socialistes-révolutionnaires que nous convions à réfléchir sur cette « unité de l'organisation syndicale » lorsque cette dernière proclame l'établissement de liens étroits avec le parti social-démocrate ! Pour ce qui est d'« obliger » les membres des syndicats à adhérer au parti social-démocrate, cela n'était venu à l'idée de personne : c'est la crainte qui avait fait entrevoir cela aux socialistes-révolutionnaires. Mais que le congrès de Stuttgart ait interdit aux syndicats de proclamer un rapprochement avec le parti social-démocrate ou d'établir en fait, en pratique, un *tel* lien, c'est des menteries.

« Les social-démocrates russes, écrit *Znamia Trouda*, ont engagé la campagne la plus ferme et la plus énergique pour conquérir les syndicats et les soumettre à la direction de leur parti. Les bolcheviks le font carrément et sans se cacher... les mencheviks ont choisi une voie plus détournée... » C'est vrai, messieurs les socialistes-révolutionnaires ! Au nom de l'autorité de l'Internationale ouvrière vous êtes en droit d'exiger de nous que nous menions cette campagne avec tact, avec mesure, « sans perdre de vue l'unité de l'organisation syndicale ». Nous le reconnaissons volontiers et nous exigeons de vous que vous le reconnaissiez aussi, mais nous ne renoncerons pas à notre campagne !

Et pourtant Plékhanov a dit qu'il serait nuisible d'introduire des dissensions politiques dans les syndicats... Oui, Plékhanov a bien dit cette sottise, et MM. les socialistes-révolutionnaires devaient naturellement s'y accrocher, de la même façon qu'ils s'accrochent toujours à tout ce qui mérite le moins d'être imité. Ce n'est pas des paroles de Plékhanov qu'il faut s'inspirer, mais de la résolution du congrès, laquelle *ne peut* être appliquée sans l'« introduction des dissensions politiques ». Voici un petit exemple. La résolution du congrès dit que les syndicats ne doivent pas se laisser guider par la « théorie de l'harmonie des intérêts entre le travail et le capital ». Nous, social-démocrates, affirmons que le programme agraire qui exige dans la société bourgeoise une redistribution égalitaire de la terre, est fondé sur la théorie de l'harmonie des intérêts du travail et du capital<sup>4</sup>. Nous nous opposerons toujours à ce que de telles dissensions (ou même la discorde avec les ouvriers monarchistes) portent préjudice à l'unité au cours de grèves, etc., mais nous ne manquerons jamais d'« introduire ces dissensions » dans le milieu ouvrier en général, dans *tous* les syndicats ouvriers en particulier.

La référence de Plékhanov aux onze partis n'était guère plus intelligente. En premier lieu, il n'y a pas qu'en Russie qu'il existe plusieurs partis socialistes. En second lieu, il n'y a en Russie que deux partis socialistes qui se fassent une concurrence quelque peu sérieuse, les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires, car il est parfaitement stupide de fourrer dans le même sac les partis nationaux. En troisième lieu, la question de l'unification des partis véritablement socialistes est une question tout à fait particulière ; en la mêlant à ceci, Plékhanov ne fait qu'embrouiller les choses. Nous devons toujours et partout œuvrer au rapprochement des syndicats et du parti socialiste de la classe ouvrière ; quant à savoir quel parti, dans tel ou tel pays, dans telle ou telle nationalité, est le véritable parti socialiste

---

\* Certains socialistes-révolutionnaires l'ont maintenant reconnu et ont fait ainsi un pas décisif vers le marxisme. Voir le récent et très intéressant ouvrage de MM. Firsov et Iakobi dont nous parlerons prochainement en détail avec les lecteurs du *Prolétari*.

et le véritable parti de la classe ouvrière, c'est une question particulière, et ce ne sont pas les résolutions des congrès internationaux qui en décident, mais le cours de la lutte entre partis nationaux.

À quel point sont erronés à cet égard les raisonnements du camarade Plékhanov, c'est ce que nous montre de façon concrète son article du n° 12 (1907) de *Sovremenny Mir*<sup>5</sup>. À la page 55, Plékhanov se réfère à Lounatcharski qui indiquait que les révisionnistes allemands prônaient la neutralité des syndicats. Plékhanov répond à Lounatcharski : « Les révisionnistes disent : les syndicats doivent être neutres, mais ils entendent par cela : il faut se servir des syndicats pour lutter contre le marxisme orthodoxe. » Et Plékhanov de conclure : « En finir avec la neutralité des syndicats ne sert à rien. Si nous plaçons les syndicats dans la dépendance formelle étroite du parti, et que le parti voie triompher l'« idéologie » révisionniste, la suppression de la neutralité des syndicats ne constituera qu'une nouvelle victoire des « critiques de Marx ».

Ce raisonnement se présente comme le modèle d'un procédé très courant chez Plékhanov, procédé qui consiste à éluder la question et à escamoter l'essence même de la discussion. Si un parti voit réellement triompher l'idéologie révisionniste, c'est que ce n'est pas le parti socialiste de la classe ouvrière. La question n'est pas du tout de voir comment le parti prend forme, au milieu de quelle lutte et de quelles divergences. La question porte sur le fait que dans chaque pays capitaliste il existe un parti socialiste et des syndicats, et notre devoir est de définir les relations fondamentales qui doivent s'établir entre eux. Les intérêts de classe de la bourgeoisie ne peuvent manquer d'engendrer une volonté de réduire les syndicats à une activité mesquine et étroite dans le cadre du système existant, de les empêcher d'établir des liens avec le socialisme, et la théorie de la neutralité n'est que la parure idéologique de ces aspirations bourgeoises. Les révisionnistes à l'intérieur du parti social-démocrate se frayeront toujours une voie, d'une façon ou d'une autre, dans la société capitaliste.

Certes, à la naissance du mouvement ouvrier politique et syndical en Europe, il était possible de prôner la neutralité des syndicats comme un moyen d'élargir la base primitive de la lutte prolétarienne à l'époque où elle était relativement peu développée et où la bourgeoisie n'exerçait pas une influence systématique sur les syndicats. Mais maintenant, il est tout à fait mal venu du point de vue de la social-démocratie internationale de défendre une telle position. On ne peut que sourire en lisant l'affirmation de Plékhanov selon laquelle « Marx serait partisan encore aujourd'hui de la neutralité des syndicats en Allemagne », surtout lorsqu'un tel argument se fonde sur l'interprétation étroite d'une « citation » tirée de Marx et ignore sciemment l'ensemble des déclarations de Marx et tout l'esprit de sa doctrine.

« Je suis pour la neutralité telle que le comprend Bebel, et non dans le sens révisionniste », écrit Plékhanov. S'exprimer ainsi, c'est jurer par Bebel et n'en continuer pas moins à s'embourber. Il n'y a pas à dire, Bebel est une si grande autorité dans le mouvement international du prolétariat, un chef si expérimenté dans la pratique, un socialiste si soucieux des intérêts de la lutte révolutionnaire, que quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent il s'est sorti lui-même du marais quand il lui est arrivé de faire un faux pas, et qu'il en a retiré ceux qui avaient voulu le suivre. Bebel a fait l'erreur de défendre avec Vomar à Breslau (en 1895) le programme agraire des révisionnistes, d'insister (à Essen) sur nécessité de faire une distinction de principe entre les guerres offensives et les guerres défensives, et aussi de se déclarer prêt à ériger en principe la « neutralité » des syndicats. Nous voulons bien croire que si Plékhanov s'embourbe seulement avec Bebel, ce ne sera pas pour

longtemps et ça n'arrivera pas souvent. Mais nous n'en pensons pas moins qu'il ne convient pas d'imiter Bebel lorsqu'il se trompe.

On dit – c'est un point sur lequel Plékhanov insiste tout particulièrement que la neutralité est nécessaire si l'on veut regrouper tous les ouvriers qui estiment indispensable une amélioration de leur situation matérielle. Mais ceux qui raisonnent ainsi oublient que le degré actuel d'évolution des contradictions de classe introduit infailliblement et inévitablement des « dissensions politiques », y compris dans la question de la manière d'obtenir cette amélioration dans les limites de la société contemporaine. À la différence de la théorie démontrant la nécessité de liens étroits entre les syndicats et la social-démocratie révolutionnaire, la théorie de la neutralité ne peut manquer d'aboutir à un tel choix des moyens d'obtenir cette amélioration que cela impliquerait un affaiblissement de la lutte de classe du prolétariat. Un exemple concret (lié justement à l'appréciation de l'un des récents épisodes les plus intéressants du mouvement ouvrier contemporain) nous en est fourni par ce même numéro du *Sovremenny Mir* dans lequel Plékhanov défend la neutralité. À côté de Plékhanov, nous y voyons monsieur E.P. y chanter les louanges de Richard Bell, chef en vue des cheminots anglais, qui a mis fin par un compromis au conflit qui opposait les ouvriers à la direction des compagnies. Bell y est sacré « l'âme du mouvement ouvrier cheminot tout entier ». « Il ne fait aucun doute, écrit monsieur E.P., que grâce à sa tactique calme, réfléchie et modérée, Bell s'est acquis la confiance absolue de l'association des employés du chemin de fer, dont les membres sont prêts à le suivre partout sans hésiter » (*Sovremenny Mir*, n° 12, p. 75). Une telle conception n'est pas fortuite, et elle ne laisse pas au fond d'être reliée au neutralisme qui met au premier plan le regroupement des ouvriers pour l'amélioration de leur situation, et non pour la lutte susceptible de faire avancer la cause de l'émancipation du prolétariat.

Mais ce point de vue ne correspond nullement aux conceptions des socialistes anglais qui seraient à coup sûr très étonnés d'apprendre que les louangeurs de Bell écrivent, sans rencontrer d'objections, dans la même revue que des mencheviks en vue du genre de Plékhanov, lordanski et Cie.

Voici ce que le journal social-démocrate anglais *Justice*<sup>6</sup> écrivait, dans son éditorial du 16 novembre, au sujet de l'accord passé entre Bell et les compagnies : « Nous nous joignons sans réserve à la condamnation portée par presque tous les syndiqués contre le soi-disant traité de paix »... « il réduit totalement à néant le sens même de la trade-union »... « Cet accord stupide... ne peut lier les ouvriers et ils feraient bien de le rejeter. » Et Burnett pouvait écrire relativement à cet accord dans le numéro suivant, en date du 23 novembre, dans un article intitulé : « Ils nous ont encore vendus ! » « Il y a trois semaines la Société unie des employés du chemin de fer était l'un des syndicats les plus puissants d'Angleterre ; aujourd'hui elle est réduite au niveau d'une société de secours mutuel. » « Et si cette transformation a pu se produire, ce n'est pas parce que les cheminots ont subi une défaite consécutive à une lutte, mais parce que leurs chefs, de propos délibéré ou par stupidité, les ont vendus aux capitalistes avant la lutte. » Et la rédaction du journal ajoute qu'elle a reçu une lettre allant dans ce sens de la part d'un « ouvrier salarié de la compagnie du chemin de fer des Midlands ».

Mais peut-être n'est-ce là qu'un « emballement » de social-démocrates « par trop révolutionnaires » ? Non pas. Le *Labour Leader*<sup>7</sup>, organe d'un parti modéré, le parti travailliste indépendant (ILP), qui ne veut même pas s'intituler socialiste, publiait le 15 novembre la lettre d'un militant du syndicat des cheminots qui déclarait, en réponse aux louanges prodiguées à Bell par toute la presse capitaliste (à commencer par le radical

*Reynolds Newspaper* pour finir par le conservateur *Times*), que l'accord passé par celui-ci était « le plus vil jamais vu dans l'histoire du syndicalisme », et qui qualifiait Bell de « maréchal Bazaine du mouvement syndical ». Plus loin un autre cheminot exige « que l'on convoque Bell pour qu'il réponde » de cet accord néfaste, « qui condamne les ouvriers à sept années de travaux forcés ». Et la rédaction du journal modéré, dans l'éditorial du même numéro, donne à cet accord le nom de « Sedan du mouvement syndical britannique ». « Jamais n'avait surgi une occasion aussi favorable de montrer à l'échelle nationale la force du travail organisé », parmi les ouvriers régnait un « enthousiasme inouï » assorti de la volonté de se battre. L'article se termine par une âpre confrontation de la misère ouvrière et du triomphe de « Monsieur Lloyd George (ministre jouant le rôle de valet des capitalistes) et de Monsieur Bell occupés à préparer des banquets ».

Seuls les plus opportunistes des opportunistes, les fabiens, cette organisation strictement intellectuelle, ont approuvé cet accord, faisant ainsi monter le rouge de la honte au visage des rédacteurs de la revue *The New Age* – pourtant sympathisants des fabiens qui furent obligés de reconnaître que si le très conservateur et bourgeois journal *Times* reproduisait intégralement la déclaration du comité central des fabiens, par contre, à part ces messieurs, ' « aucune organisation sociale, aucune trade-union, aucun chef ouvrier en vue » (numéro du 7 décembre, p. 101) ne s'était prononcé en faveur de l'accord.

Voici donc un modèle d'application de la neutralité par un collaborateur de Plékhanov, monsieur E.P. La question ne portait pas sur des « dissensions politiques », mais sur l'amélioration de la condition des ouvriers dans une société donnée. Toute la bourgeoisie d'Angleterre, les fabiens et monsieur E.P. se sont affirmés en faveur d'une « amélioration » assortie de la condition de renoncer à la lutte et de se rendre à la merci du capital ; et tous les socialistes, tous les ouvriers militants des syndicats se sont prononcés pour la lutte collective des ouvriers. Plékhanov continuera-t-il maintenant à prôner la « neutralité », ou se ralliera-t-il au rapprochement des syndicats et du parti socialiste ?

- 1 La résolution du Comité central du P.O.S.D.R. sur les syndicats fut publiée dans le n° 21 du *Prolétari*, daté du 13 (26) février 1908.

Elle proposait aux membres du parti d'organiser des groupes du parti à l'intérieur des organisations professionnelles et de travailler dans ces groupes sous la direction des centres locaux du parti. Dans les cas où les persécutions de la police ne permettraient pas d'organiser ou de rétablir les organisations syndicales démantelées, le Comité central proposait d'organiser celles-ci dans l'illégalité. En ce qui concerne les organisations légales telles que sociétés de secours mutuel, de tempérance, etc., la résolution proposait aux organisations locales du parti de créer dans leur sein « des groupes solides de social-démocrates qui feraient un travail de parti parmi des masses prolétariennes aussi nombreuses que possible ». Pour couper court à toute tentative des mencheviks d'interpréter ce passage dans un sens opportuniste, la résolution soulignait qu'il était indispensable d'expliquer que « l'activité organisée du prolétariat ne saurait se limiter au cadre de ces associations » et que l'existence légale de syndicats « ne doit pas contribuer à minimiser les missions de combat de l'organisation professionnelle du prolétariat » (*Prolétari* n° 21 daté du 13 (26) février 1908, p. 4).

- 2 « *Nach Vek* » [Notre siècle], journal qui était la version populaire de l'organe des cadets de gauche *Tovarichtch* ; parut entre 1905 et 1908 à Pétersbourg.
- 3 « *Vpériod* » [En Avant], journal bolchevique ouvrier à grand tirage dirigé par Lénine ; il fut publié illégalement à Vyborg par la rédaction du *Prolétari* entre le 10 (23) septembre 1906 et le 19 janvier (1<sup>er</sup> février) 1908. Il en sortit 20 numéros. *Vpériod* faisait la propagande du programme du P.O.S.D.R. en une langue simple accessible au large lecteur ouvrier et paysan ; il expliquait la tactique des social-démocrates révolutionnaires, les bolcheviks, soulignant en même temps tout le mal que pouvait causer la tactique opportuniste des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Le journal accordait une place importante à la question ouvrière (grèves, lutte contre les lock-out, vie syndicale), à la lutte paysanne pour la terre, aux mouvements dans l'armée; les plus grands événements du mouvement ouvrier international y étaient largement commentés.

De très nombreuses colonnes étaient réservées à la vie du parti : commentaires sur les décisions du V<sup>e</sup> Congrès du P.O.S.D.R. (Congrès de Londres), sur celles des conférences à l'échelle du pays, urbaines et régionales. *Vpériod* avait établi des liens étroits avec ses lecteurs ouvriers.

Le journal publia nombre d'articles de la plume de Lénine.

- 4 Le livre de D. Firsov (D. Rosenblum) et M. Jacobi (M. Hendelman) intitulé *Contribution à une révision du programme agraire et ses fondements* parut en 1908 à Moscou aux Éditions « Era ». Il fut saisi et la critique que Lénine voulait faire paraître dans le *Prolétari* ne vit pas le jour.
- 5 « *Sovrémenny Mir* » [Le Monde Contemporain], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique ; parut à Pétersbourg entre octobre 1906 et 1918. Les mencheviks, parmi lesquels G. Plékhanov, participèrent activement à sa rédaction. À l'époque du bloc avec les plékhanovistes et au début de 1914, des bolcheviks collaborèrent également à cette revue.

En mars 1914, elle publia l'article de Lénine « Encore un anéantissement du socialisme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 193-216). Durant la première guerre mondiale, elle devint l'organe des social-chauvins.

- 6 « *Justice* », hebdomadaire qui parut à Londres entre janvier 1884 et le début de 1925 ; organe de la fédération social-démocrate, puis, à partir de 1911, organe du Parti socialiste britannique.
- 7 « *Labour Leader* » [Leader ouvrier], revue hebdomadaire de l'*Independent Labour Party* ; paraît depuis 1891. Porte le titre de *Socialist Leader* depuis 1945.